

LA PANDEMIE MONDIALE NE DOIT RIEN AU HASARD !

Le capitalisme n'a ni main invisible, ni cœur invisible ! (1)

Par Vladimir NIEDDU militant People's Health Movement

Lille le 20 mars 2020

La pandémie mondiale met cruellement à nu le système capitaliste et les dangers qu'il fait peser sur les classes populaires. D'ores et déjà nous savons que la pandémie liée au COVID-19 fera infiniment plus de morts en Europe, qu'en Chine, Japon, Corée du Sud et Singapour réunis. Cette pandémie révèle l'incurie et le cynisme de la politique des dirigeants de la planète. Elle met en lumière une crise mondiale, sanitaire, économique, sociale et politique sans précédent ces 60 dernières années.

S'il fallait chercher des repères historiques, elle cumule les effets de la crise de la grippe espagnole de 1918, auxquels s'ajouteraient les effets de la crise économique de 1929 et de la crise financière de 2007/2008 qui a vu fleurir les politiques d'austérité partout en Europe et dans le monde à de rares exclusions.

Cette pandémie était-elle évitable ? Une question très légitime !

La santé des peuples est un droit inscrit dans la loi internationale. L'article 20 de la constitution de l'Organisation Mondiale de la Santé adoptée par la Conférence internationale de la Santé qui s'est tenue à New York du 19 juin au 22 juillet 1946, entrée en vigueur le 7 avril 1948, édicte : « *ACCEPTANT CES PRINCIPES, dans le but de coopérer entre elles et avec tous autres pour améliorer et protéger la santé de tous les peuples, les Parties contractantes acquiescent à ladite Constitution et établissent par les présentes l'Organisation mondiale de la Santé comme une institution spécialisée aux termes de l'article 57 de la Charte des Nations Unies.* » La santé des peuples est donc un engagement contraignant dans le cadre d'un traité international.

Le préambule de la constitution de l'OMS consacre un droit des populations à connaître leurs principaux problèmes de santé et à participer à leur solution ainsi que les obligations des gouvernements. La définition de la santé est inscrite dans le marbre du préambule de la constitution de 1948, dépassant le simple état d'*absence de maladie* le préambule la définit comme : « *La santé est un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité.* ».

72 ans après, cette définition n'est ni mise en œuvre, ni transférée au droit national. Le Code du travail Français par exemple, dans son article L4121-1, en disposant que « *L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs* » évacue sans coup férir la dimension sociale de la santé et fissure le marbre du préambule de la constitution de l'OMS.

La stratégie de la « santé pour tous » : un droit depuis mai 1979 !

La stratégie de la « **santé pour tous** » est un droit adopté en mai 1979, par l'Assemblée mondiale de la Santé, défini comme priorité dominante de l'OMS. En novembre 1979, l'Assemblée générale des Nations Unies approuvait cette stratégie ainsi que la Déclaration d'Alma-Ata sur les soins de santé primaires. Cette stratégie fait suite à l'Assemblée Mondiale de la santé de mai 1977, où elle décidait que « *le principal objectif social des gouvernements et de l'OMS dans les prochaines décennies devrait être de faire accéder d'ici l'an 2000 tous les habitants du monde à un niveau de santé qui leur permette de mener une vie socialement et économiquement productive* ».

La Déclaration d'ALMA-ATA (2), du 12 septembre 1978, ratifiée par l'Assemblée générale des Nations Unies en novembre 1979, a fixé des objectifs très clairs qui n'ont jamais été appliqués. Elle indique au 5^{ème} paragraphe que « *Les gouvernements ont vis-à-vis de la santé des populations une responsabilité dont ils ne peuvent s'acquitter qu'en assurant des prestations sanitaires et sociales adéquates.* ».

Elle insiste sur l'action nécessaire pour agir sur les principaux déterminant sociaux de la santé et se conclut par le 10^{ème} paragraphe suivant : « *L'humanité tout entière pourra accéder à un niveau acceptable de santé en l'an 2000 si l'on utilise de façon plus complète et plus efficace les ressources mondiales dont une part considérable est actuellement dépensée en armements et en conflits armés...* ».

En augmentant les dépenses militaires, en multipliant les conflits armés, les dirigeants des pays riches portent la lourde responsabilité d'avoir privé de ressources les systèmes de santé, la recherche mais aussi les déterminants fondamentaux de la santé que sont l'alimentation, l'accès à l'eau, l'emploi, l'éducation, le logement, l'accès à l'énergie etc. Des milliers de milliards de dollars par an ont été consacrés aux pulsions de mort, contre la santé.

Plans d'Ajustements Structurels contre le droit à la santé dans le tiers monde..

Nul besoin d'être devin pour considérer que la pandémie trouve son origine dans le renoncement des Etats, dans le reniement de leurs engagements, à résoudre la crise sanitaire mondiale depuis plus de 60 ans. Les besoins fondamentaux nécessaires, l'état de bien-être physique, mental et social définis par l'OMS comme constituant la santé, ont été profondément remis en cause par les Plans d'Ajustement Structurel (PAS) imposés par le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale (BM) dans l'ensemble des pays du tiers monde dès le début des années 80 et méprisés par plusieurs accords constitutifs de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Ils ont été une catastrophe pour l'ensemble des populations des pays pauvres, étranglés par le fardeau d'une dette immonde, illégitime et odieuse. L'écart entre l'espérance de vie d'un Européen et celle d'un habitant d'un pays africain pauvre est de plus de 40 ans. L'effroyable crise du sida en Afrique subsaharienne et la destruction des systèmes de santé publics ont été une catastrophe pour les populations victimes du développement inégal et d'une austérité sans borne.

Les rapports de l'OMS indiquent qu'en 2004, il y avait 329 médecins pour 100 000 personnes en France, 69 en Afrique du Sud, 29 au Nigéria, 9 au Ghana et qu'en une année, l'Afrique a perdu quelques 70 000 travailleurs de la santé au profit des pays développés, ce qui a fragilisé encore davantage les systèmes sanitaires de ce continent. Ces professionnels de santé venus d'Afrique font aujourd'hui fonctionner les hôpitaux européens et américains.

Plans d'austérité et destruction des systèmes de santé dans l'Union Européenne.

Dans l'Union Européenne, ces besoins fondamentaux ont été niés au peuple Grecs, qui a été le rat de laboratoire des politiques d'austérité Européennes après la crise de 2007/2008. Sous la férule des gouvernements Allemands et Français, soumis à une vassalité aveugle par les multinationales, le peuple Grec a été étranglé d'une part par le diktat de l'austérité au prétexte de la dette et d'autre part, par la trahison et la soumission de ses élites politiques à ce même diktat. Le système de santé Grec est en ruine et il y a peu de probabilités que les chefs de l'Allemagne et la France volent au secours du peuple Grec pendant cette pandémie.

Cette austérité a été généralisée à toute l'Europe par le Pacte Européen de stabilité, et le Mécanisme Européen de Stabilité. Partout en Europe les systèmes de santé, d'action sociale et de protection sociale ont réduit la voilure sous l'effet des politiques d'austérité.

Les patients ont été taxés, les hôpitaux étranglés, les lits supprimés, le personnel diminué. L'hôpital est devenu une entreprise, la santé une marchandise, le budget un chiffre d'affaire et le patient un client. Les multinationales ont conquis des positions grâce une concurrence effrénée avec le service publics de santé. L'appauvrissement des hôpitaux publics s'est transformé en profits pharamineux pour les multinationales, nourries à 100% des deniers publics, des cotisations sociales et des dépassements tarifaires.

Concentrations, fusions, privatisations, les multinationales contre la santé publique

La vertigineuse concentration capitaliste dans le secteur de la santé en Europe est devenue tout aussi effrénée que le développement de leurs profits astronomiques. Avec la mise en place de la T2A en 2008, un financement à l'activité, ce secteur s'est empressé d'orienter son activité vers les spécialités les plus rentables (chirurgie, notamment ambulatoire). Malgré les baisses de tarifs des actes, la rentabilité des multinationales de la santé n'a cessé d'augmenter.

Les gouvernements Européens fidèles à « *une concurrence libre et non faussé* », qui fait partie des gènes de l'Union Européenne, favorisent cette concurrence avec les établissements publics et non lucratifs de santé et d'action sociale, comme ils favorisent le partenariat public/privé qu'a réussi à imposer Bill Gates à l'Organisation mondiale de la santé. Pour ne prendre que 3 exemples d'un développement exponentiel cette dernière décennie:

-L'allemand FRESINIUS leader européen de l'hospitalisation et mondial dans de nombreux domaines de la santé compte désormais 258 000 salariés en 2019 au travers de ses 4 entités présentes dans plus de 100 pays dans le monde : FRESINIUS MEDICAL CARE, FRESINIUS KABI, FRESINIUS HELIOS, FRESINIUS VAMED.

-Le groupe australien RAMSAY n°2 en Europe de l'hospitalisation après son rachat de la Générale de santé et de la multinationale CAPIO compte 425 établissements de santé avec environ 75 000 salariés.

-Le jeune groupe Français KORIAN, né en 2003, devenu en quelques années le roi de l'or gris en Europe avec 53 000 salariés en 2019, est spécialisé dans gestion de maisons de retraite médicalisées (EHPAD), de cliniques spécialisées (SSR), de résidences services, de soins et d'hospitalisation à domicile. Il est présent dans six pays (France, Allemagne, Belgique, Italie, Espagne et Pays-Bas) et compte 408 établissements en France pour 20 500 salariés, 233 établissements en Allemagne et 20 000 salariés, 58 établissements en Italie pour 2 200 salariés, 123 établissements en Belgique et 9 100 salariés, 15 établissements en Espagne pour 950 salariés et aux Pays-Bas 12 établissements pour 350 salariés.

Dans les firmes privées et cliniques, la part de la masse salariale par rapport au chiffre d'affaire n'a cessé de diminuer : de plus de 54 % dans les années 2000, elle chute à 49 % environ en 2018. Les conséquences en sont terribles : des conditions de travail dégradées, un manque de personnel, des salaires qui stagnent. La sous-traitance généralisée du ménage, de la restauration, des services techniques, administratifs a permis l'application de conventions collectives moins avantageuses pour les salariés et a contribué à appauvrir le service public. Leur concurrence nuit à la santé car l'hôpital public assure à 95% l'urgence, la prise en charge de la population victime de maladies estimées non rentables.

Aux yeux de tous, les firmes lucratives, démontrent aujourd'hui leur responsabilité dans la crise sanitaire. Elles ont délocalisé la fabrication du matériel médical qui fait cruellement défaut aujourd'hui, comme le montre le scandale des masques FFP2 ,mais aussi le manque de tests et d'appareils d'assistance respiratoire etc.. 100 % des patients victimes du coronavirus sont accueillis dans les hôpitaux publics alors que les actionnaires cliniques privées se gavent du budget de sécurité sociale.

Sous la houlette du G8, les représentants des pays les plus riches du monde, l'union européenne favorise « *La révolution entrepreneuriale* », au nom du cœur invisible des marchés, dans le but de détruire la gestion publique en s'engageant « *à faire de l'investissement impactant un moteur puissant dans chaque pays, ... les missions des entreprises lucratives à but social. (1)* ».

Comment ne pas anticiper que la délégation des missions de service public du social transférée au privé lucratif, ne peut que produire les mêmes effets que ceux qu'elle produit sur la santé publique, au détriment de la « *santé pour tous* » ?

La finance conte le droit à la santé

Pour les dirigeants Européen, la santé, l'action sociale, les retraites, l'assurance chômage ne sont qu'un marché juteux, majoritairement socialisé dans son financement. Ce marché pèse plus de 5 000 milliards d'Euros dans les budgets des pays de l'Union Européenne. Ils font la convoitise du capitalisme et des vautours de la finance : banques, assurances privées, fonds de pensions.

Une telle conception des politiques publiques en matière de santé, d'action sociale et de retraites est à l'opposé des objectifs de la stratégie de la « *santé pour tous* ». Nous ne pouvons que constater que l'OMS les a un temps « oublié » tant elle est dépendante des fondations des grandes multinationales, nous ne pouvons que constater que les gouvernements ont enterré ces objectifs et privée « la santé pour tous » de ses moyens.

Alors que nos gouvernements ont démontré leur incurie l'heure ne saurait être à la confiance aveugle dans une prétendue union nationale, l'heure est au contraire maintenant au contrôle populaire sur nos vies, au contrôle de toutes les décisions qui nous concernent, au combat collectif pour faire face à la pandémie. L'heure est à l'action aux côtés des professionnels de santé, mais aussi des salariés du secteur social, médicosocial et du secteur de l'aide à la personne trop souvent oubliés. L'heure est aux côtés des caissières et vendeuses de l'alimentation que personne n'applaudit. L'heure est au refus de l'indifférence, à la « *haine de l'indifférence* » dont parlait Antonio Gramsci dans un pamphlet datant de 1917.

Chacun d'entre nous peut et doit prendre ses responsabilités en étant solidaire.

Le 7 avril, Investir dans la santé pour tou.te.s : propager la solidarité, pas le virus

Le 7 avril, pour la cinquième année consécutive, des actions décentralisées sont organisée dans toute l'Europe à l'occasion de la Journée européenne d'action contre la commercialisation de la santé et de la Journée de la santé des citoyens dans le monde. Tous les rassemblements et actions avec un contact physique sont annulés.

Par contre tou.te.s citoyen.ne sont appelés à manifester leurs soutien à l'appel "**propager la solidarité, pas le virus**" par une action « **drap blanc** » ce 7 avril :

1. Accroche ton message sur un drap blanc dans un endroit visible ou a ta fenêtre.
2. Prends des photos
3. Partage-les sur les réseaux sociaux avec le hashtag #health4all et/ou #santépourtous

NOTES :

- (1) Sir Ronald Cohen, Président de la Mission sur l'investissement impactant établi par le G8, discours du Jeudi 23 janvier 2014- in livre blanc - https://www.economie.gouv.fr/files/files/PDF/RapportSIIFce_vdef_28082014.pdf
- (2) http://europe-health-network.net/spip.php?article267&lang=en&fbclid=IwAR03iDi22IKDLa_RCSrby3EMM5Fqx-MKL2R2jllc0xblnQid9zLvhd1qQFQ

#HEALTH4ALL

10 | 8 | 9 | 24 18257047 | 6 | 52 | 411

NOTRE SANTÉ N'EST PAS À VENDRE

Journée internationale d'action contre la commercialisation et la privatisation de la santé et de la protection sociale

7 avril 2020

Montre ton soutien !

1. Accroche ton message sur un drap blanc dans un endroit visible
2. Prends des photos
3. Partage-les sur les réseaux sociaux avec le hashtag #health4all et/ou #santépour tous

Plus d'info: europe-health-network.net | phmovement.org | europeanhealthnetwork@gmail.com

Un Appel Européen initié par :

Le Réseau européen contre la commercialisation et la privatisation de la santé et de la protection sociale (<http://europe-health-network.net/>),
 People's Health Movement Europe (<https://phmovement.org/>),
 European Public Service Union (EPSU <https://www.epsu.org/>),
 Alter Summit (www.altersummit.eu) et Medact

Coronavirus - Déclarations et réponses de People's Health Movement dans le monde

<https://www.facebook.com/peopleshealthmovement/photos/p.2487815101239618/2487815101239618/?type=1&theater>
https://phmovement.org/coronavirus-statements-and-responses-from-phm/?fbclid=IwAR1obdiaGoKBNGyocr8liKaPGP1plbH8TjPqVsVnZzhZMJ4E-93FjQ8_72AY
 site : <https://phmovement.org/>



Campagne internationale 7 avril 2020 "Notre Santé n'est Pas à Vendre"

Une campagne de People's Health Movement (PHM) en Europe et du Réseau européen contre la commercialisation et la privatisation de la santé et de la protection sociale :

<http://europe-health-network.net/spip.php?article261>

<https://phmovement.org/open-access-to-health-for-all/>

Lutter contre le coronavirus, agir pour la santé pour toutes et tous, ne doit pas nous empêcher de réfléchir, d'agir et de revendiquer des moyens humains pour la santé, le service public de santé et d'action sociale qui inclut le secteur public et non lucratif, ainsi que des budgets à la hauteur des besoins et des augmentations de salaires pour les personnels en 1ère ligne.

**Ce combat ne saurait être celui des seuls professionnels de santé :
Il concerne toute la population pour l'intérêt de toute la population !**

Car oui, l'épidémie mondiale actuelle révèle la crise globale de l'hôpital public et non lucratif, du social et médico-social soumis à des années de restrictions où les salariés doivent lutter sur trois fronts en même temps :

- **1er front** : contre le CORONAVIRUS qui menace toute la population, assèche et « embolise » les moyens de l'hôpital public comme du médico-social et de l'action sociale déjà malades,

- **2ème front** : contre le MACRONAVIVIRUS, une mutation aggravée du HOLLANDOVIRUS et du SARKONAVIRUS qui étrangle budgétairement les moyens des hôpitaux publics et non lucratif (et globalement tout le secteur de l'aide à la personne) au profit des multinationales de la santé, au détriment des besoins des usagers, au nom du seul profit sur la santé,

- **3ème front** : contre le PRIVATISATIONAVIRUS dont les cliniques lucratives type RAMSAY qui concurrencent l'hôpital public et non-lucratif mais sont parfaitement incapables de répondre et inutiles dans cette crise. Rappelons simplement qu'aucune clinique commerciale ne fait partie des hôpitaux de référence contre l'épidémie actuelle.



Alors le 7 avril 2020 usagers, assurés sociaux, professionnels de santé partout en Europe et dans le monde construisons la mobilisation, agissons dans l'UNITE pour la santé accessible à toutes et tous, une santé sans barrière (notamment financière), une santé sans frontières (car les virus eux n'ont pas de frontières).

contacts :

Marine PETITPREZ 00 33 6 12 94 07 28

Vladimir NIEDDU 00 33 6 03 40 30 79

Site: <https://phmovement.org/open-access-to-health-for-all/>



FR - 16.03.2020 - Investir dans la santé pour tou.te.s: « propager la solidarité, pas le virus »

Aujourd'hui, plus que jamais, il est urgent d'agir. L'épidémie de COVID-19 nous montre l'importance d'une action coordonnée, non seulement dans nos propres systèmes de santé locaux, mais aussi au niveau national et international. Ce dont nous avons besoin maintenant, c'est d'un système de santé solide et solidaire pour tou.te.s et d'une coordination qui dépasse les frontières nationales, avec une action efficace à l'échelle européenne et mondiale.

Garantir la santé publique signifie que nous devons veiller à ce que les plus vulnérables d'entre nous puissent également avoir accès à toutes les mesures sanitaires à prendre. La répartition inégale des ressources compromet notre capacité à contrôler le virus et nous conduit à des souffrances et des décès inutiles aujourd'hui et demain.

Cette crise n'est que la pointe de l'iceberg. Depuis plusieurs années, les systèmes de santé des États membres européens subissent de fortes attaques par le biais de la privatisation, de la commercialisation, du sous-financement et de la régionalisation, imposé par l'Union européenne à travers des mesures d'austérité en matière de dépenses de santé. Cela a affecté la capacité des systèmes de santé à coordonner des campagnes préventives à grande échelle et a limité leur capacité à développer les services curatifs dans les situations de crise tout en érodant la confiance du grand public dans le système de santé dans son ensemble.

Pour ces raisons, le Réseau européen*, le People's Health Movement, EPSU*, Alter Summit et Medact demandent instamment à nos décideurs politiques locaux, nationaux, européens et mondiaux d'entreprendre une action immédiate pour protéger notre santé publique.

La crise à laquelle nous assistons aujourd'hui illustre ce pour quoi nous nous battons chaque 7 avril, Journée européenne d'action contre la commercialisation de la santé et de la protection sociale et Journée de la Santé des Peuples : un système de santé fort, solidaire et accessible à tou.te.s.

Ce 7 avril et après, que ce soit par des actions dans la rue, dans nos hôpitaux et autres établissements de soins, à travers les réseaux sociaux ou dans la presse, nous demandons instamment à nos décideurs de prendre les mesures nécessaires pour que notre système de santé et nos travailleurs de la santé soient capables de répondre aux besoins de la population à travers un système de santé universel fort qui soit protégé des logiques lucratives et des appétits des sociétés commerciales.

Le 7 avril, pour la cinquième année consécutive, nous organisons des actions décentralisées dans toute l'Europe à l'occasion de la Journée européenne d'action contre la commercialisation de la santé et de la Journée de la santé des citoyens dans le monde.

Nous avons décidé d'annuler tous les rassemblements et actions avec un contact physique. Nous appelons par contre chaque citoyen.ne à manifester son soutien à notre appel "propager la solidarité, pas le virus" par une action « drap blanc » le 7 avril :

1. Accroche ton message sur un drap blanc dans un endroit visible
2. Prends des photos
3. Partage-les sur les réseaux sociaux avec le hashtag #health4all et/ou #santépour tous

Le Réseau européen contre la commercialisation et la privatisation de la santé et de la protection sociale (<http://europe-health-network.net/>), People's Health Movement Europe (<https://phmovement.org/>), European Public Service Union (EPSU <https://www.epsu.org/>), Alter Summit (www.altersummit.eu), Medact

Contact: Sarah Melsens, Coordinateur Réseau européen contre la commercialisation et la privatisation de la santé et de la protection sociale, Tél. +32499 42 44 48 - europeanhealthnetwork@gmail.com